



Territorialisation & Dialogue social au CD31

Une fois encore, l'administration fait passer des vessies pour des lanternes...mais toujours sous couvert de *dialogue* !

Un projet déjà ficelé de A à Z !

FOCD31, comme l'ensemble des syndicats, a été convié individuellement par l'administration à une information relative à l'avancement du Projet de Territorialisation de l'action sociale départementale.

Le cabinet **ENEIS**, prestataire du CD31, dans l'élaboration de ce projet, nous a donc reçu le 4 septembre dernier, en ce sens, sans présence des autorités administratives et politiques.

*Bref, ENEIS nous a présenté un niveau d'information que beaucoup d'agents impactés ont déjà eu, et bien sûr **FOCD31** aussi, par conséquence.*

On nous apprend rien, et on nous dit rien...*si si*.

On nous présente ce projet comme un « squelette vide qui a besoin de substance pour pouvoir « vivre ». La phase de *concertation* qui s'engage dans les MDS, services du département, partenaires institutionnels et usagers aura ainsi comme objectif de répertorier des idées pour un fonctionnement efficient de ces nouvelles structures locales à créer »...*oui oui*.

Nous sommes face à une réforme de fond au niveau national, connue et déjà instaurée par de nombreux départements, dont la mise en œuvre ici n'est qu'une simple déclinaison.

Un projet majeur qui s'inscrit dans l'application de la loi NOTRe, en clair et en bref « dans la **disparition des départements** »

Aussi, nous pouvons imaginer que la territorialisation n'est autre qu'une étape de la métropolisation c'est-à-dire le **démantèlement de l'action sociale départementale au profit des Métropoles**. D'ailleurs il existe *peut-être déjà* une convention entre CD et Métropole sur la territorialisation votée et signée il y a quelques semaines...

Certes, le *dialogue social* fait des *miracles* quand il se passe d'égal à égal !

Le département ne serait plus chef de file de l'action sociale mais du **développement social local** (DSL)!

Mais qu'est-ce donc ? Une vieillerie, sortie du placard et dépoussiérée pour nous faire croire à la nouveauté, la modernité, à la réforme...

Dans un contexte politique et médiatique complexe, où le statut du fonctionnaire, en particulier celui du fonctionnaire territorial est remis en cause, notre institution programme sans état d'âme, selon l'analyse **FOCD31**, **le démantèlement à terme de l'action sociale départementale**.

En créant des structures autonomes comme les DTS, disposées sur l'ensemble du département, nous voyons un **pan majeur** de notre ADN départemental qui n'aura plus aucun lien avec l'Hôtel du Département, autre que financier.

Car cette action sociale de terrain bénéficiera d'une **Direction propre, à la responsabilité de gestion, d'un budget, de ses ressources humaines et donc du recrutement, de ses locaux et aussi de sa propre politique de territoire** (ce niveau d'autonomie est la seule chose que nous ayons appris lors de ce rendez-vous avec ENEIS).

Allo ? C'est ça un dialogue ou bien ?

Juste un petit rappel : **L'Organisation internationale du travail** (OIT) définit ainsi : « Le dialogue social inclut tous types de négociation, de consultation ou simplement d'échange d'informations entre les représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs selon des modalités diverses, sur des questions relatives à la politique économique et sociale présentant un intérêt commun. [...]».

Pour **FOCD31**, tout l'intérêt du dialogue social réside dans la partie « négociation », qui vient justement en **premier** dans la définition ci-dessus.

Une fois de plus, loin du dialogue social tant vanté, nous sommes confrontés à un véritable « **monologue social** », dans lequel les organisations syndicales se voient attribuer un rôle de simple auditeur d'un rapport déjà ficelé...